PROCES VERBAL
CONSEIL MUNICIPAL DU VINGT-HUIT OCTOBRE 2021

L'an Deux Mil Vingt et Un, le vingt-huit octobre à 20h30, le Conseil municipal de la commune de Montanay, dûment convoqué le 19 octobre 2021, s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de M. Gilbert SUCHET - Maire -, salle du conseil municipal.

Prénom et NOM	Présent	Absent	Pouvoir
Gilbert SUCHET	X		
Patrice COEURJOLLY	X		
Martine AZIZ-GUILLEMOT	X		
Jean-Pierre BARLET	X		
Corinne CHARPENAY	X		
Rémy CRETIN	X		
Véronique BENEZECH		excusée	
Michel ESCOFFIER	X		
Christine BOUVIER	X		
Nicole PICHAT	X		
Frédéric SEGUY		excusé	
Estelle FRATTINI	X		
Pierre NEVEUX		excusé	
Séverine LIETSCH	X		
Philippe COMBET	X		
Coralie PERSIANI		excusée	
Eric BOUVARD		excusé	
Florian WARGNIER			Pouvoir à Séverine LIETSCH
Guyène SELIN		excusée	
Adeline ANCENAY	X		
Mathilde ETIEVANT			Pouvoir à Gilbert SUCHET
Geoffroy GOIRAND	X		
Cédric GEOFFRAY	Arrivé à 20h43		

Conformément à l'article L.2121-17 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le quorum est atteint : 14 présents, 16 votants.

Le Procès-verbal de la séance du 9 septembre 2021 a été adopté à l'unanimité par les membres du Conseil.

Patrice COEURJOLLY a été désigné en qualité de secrétaire par le Conseil municipal.

Compte rendu des décisions :

DECISION DU MAIRE 0510/2021 : Portant établissement d'un avenant au bail de location d'un local d'habitation avec Monsieur Thomas BEZARD. Le bail était conclu avec preneurs. Un des preneurs étant parti, le bail a été « transféré » à Monsieur Thomas BEZARD.

Délibération 2021/045 : Renouvellement de la convention avec la SPA de Lyon pour la prise en charge des animaux errants

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'il est responsable de la lutte contre la divagation des animaux sur le territoire communal et qu'à ce titre il lui appartient de prendre toutes dispositions propres à empêcher la divagation des chats et des chiens.

Il précise, par ailleurs, que la commune de Montanay ne dispose pas de fourrière animale communale ou métropolitaine.

Pour satisfaire à ces obligations, la Commune travaille depuis plusieurs années avec la SPA de Lyon qui se charge de recueillir les animaux errants, de rechercher les propriétaires et le cas échéant de les restituer.

Il propose de reconduire ce partenariat pour les années 2022 et 2023. Le tarif par habitant est inchangé et reste à 0.80 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

Vu le Code Général des Collectivités territoriales,

Vu le Code Rural,

Article 1 : Approuve le renouvellement de la convention de fourrière avec la Société Protectrice des Animaux (SPA), pour deux ans sans modification, soit jusqu'au 31 décembre 2023.

Article 2 : Accepte de verser une cotisation à la SPA pour un montant de 0.80€ par habitant en 2022 et en 2023

Article 3 : Autorise Monsieur le Maire à signer la convention

Délibération 2021/046 : Modification de la durée d'amortissement des équipements

Monsieur Patrice COEURJOLLY, adjoint délégué aux finances, rappelle que la Commune a décidé, par délibération n° 2020-003 en date du 6 février 2020 de mettre en place l'amortissement des immobilisations pour les biens acquis à compter du 1^{er} janvier 2020.

Un plan d'amortissement a alors été arrêté. Ce dernier doit être précisé pour que le service en charge du suivi puisse plus facilement déterminer la durée d'amortissement des équipements acquis.

Monsieur Patrice COEURJOLLY explique que les subventions octroyées à la Commune pour les investissements amortis doivent également faire l'objet d'un amortissement. Il propose que la subvention d'investissement perçue suive le même rythme d'amortissement que celui de la dépense d'équipement afférente.

Le Conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité

Vu les articles L2321-2 27°, L2321-3 et R2321-1 du CGCT,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu la délibération n° 2020-03 en date du 6 février 2020 portant durées d'amortissement

Article 1 : Fixe pour les biens acquis à compter du 1^{er} janvier 2022, les méthodes d'amortissement des immobilisations comme suit :

Imputation	Type d'immobilisations	Durée d'amortissement en années
Incorporelles		
202	Frais liés à la réalisation des documents d'urbanisme et à la numérisation du cadastre	10
203 et subdivision (2031 2032, 2033)	Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion	5
204 et ses subdivisions	Subventions d'équipement finançant des biens mobiliers, matériels ou études	5
204 et ses subdivisions	Subventions d'équipement finançant des biens immobiliers ou installations	15
204 et ses subdivisions	Subventions d'équipement finançant des projets d'infrastructure d'intérêt national	30
2051	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	2
208	Autres immobilisations corporelles	5
Corporelles		
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	15
2128	Autres agencements et aménagements de terrain	15
2132	Immeuble de rapport (productifs de revenus)	15
2135	Installations générales, agencements, aménagements des constructions	15
2138	Autres constructions : bâtiments légers, abris	15
2151	Réseaux de voirie	15
2152	Installations de voirie : petits matériels type potelets, mâts, panneaux, bornes, signalétiques, ...	5
2152	Installations de voirie : gros matériels dont le montant est supérieur à 10 000 € TTC	15
21533, 21534, 21538	Réseau câblés, d'électrification et autres réseaux	30
21561	Matériel et outillage d'incendie et de défense civile : matériel roulant	10
21568	Matériel et outillage d'incendie et de défense civile : Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	8
21571	Matériel roulant	10

21578	Autre matériel et outillage de voirie (type tondeuse, souffleur, panneau, radars pédagogiques ...)	6
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	6
2181	Installations générales, agencements et aménagements divers	10
2182	Matériel de transport	10
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	5
2184	Mobilier	10
2185	Cheptel	10
2188	Autres immobilisations corporelles	10
Les biens de faible valeur c'est-à-dire de moins de 1 000 € TTC sur les imputations ci-dessus seront amortis en 1 année		

Article 2 : Dit que les subventions perçues suivront le même rythme d'amortissement que les dépenses d'équipement afférentes.

Article 3 : Précise qu'une délibération spécifique de l'Assemblée sera possible si une opération est réalisée et qu'elle ne relève pas des durées ci-dessus prévues.

Délibération 2021/047 : Attribution d'une subvention à la Mission Locale du Plateau Nord Val de Saône

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée que la commune de Montanay est membre de la Mission Locale depuis de nombreuses années.

Cette association, membre du service public de l'emploi, a pour but d'aider les jeunes âgés de 16 à 25 ans, résidant sur son territoire d'intervention, à la recherche d'un emploi, d'une formation, d'un soutien ou tout simplement d'un conseil.

Elle est composée de membres, personnes physiques et morales, réparties en quatre collèges :

- Le collège des communes (39) dont 17 pour le Val de Saône
- Le collège des administrations d'Etat et des Collectivités Territoriales 10 représentants
- Le collège des partenaires économiques et sociaux 10 représentants
- Le collège des personnes qualifiées 10 représentants

Comme chaque année, elle sollicite un concours financier de la commune. Pour 2021, il s'élève à 3 089.25 €. Il était de 3 043.60 € en 2020.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la demande présentée par l'association,

Article 1 : Accepte le versement de la subvention proposée qui sera imputée à l'article 6574 du budget 2021.

Monsieur le Maire précise qu'en 2020 la Mission Locale est intervenue pour une quinzaine de jeunes de Montanay. Une communication devrait être faite sur l'activité de l'association au prochain conseil municipal.

Délibération 2021/048 : Convention avec la Métropole de Lyon relative au pack ADS - Autorisation de signature donnée au Maire de Montanay

20h43 arrivée de Cédric GEOFFRAY, 15 présents, 17 votants

Monsieur le Maire explique depuis 2015, la Métropole de Lyon et les communes mettent en commun un outil informatique dénommé « Pack ADS » pour faciliter l'instruction des dossiers de demandes d'autorisations du droit des sols. La Commune a signé une première convention et utilise ce logiciel depuis 10 août 2018.

Avec la mise en œuvre de la saisine par voie électronique de l'administration et la dématérialisation de l'instruction des ADS à compter du 1^{er} janvier 2022, l'offre logicielle évolue.

Une nouvelle convention, accompagnée en annexe 1 du règlement de mise à disposition et en annexe 2 des modalités financières, a pour objet de définir les modalités de mise en commun de cette nouvelle offre, dénommée « PackADS Demat ».

Le « PackADS Demat » est composé d'une suite logicielle de gestion du droit des sols nommée CART@DS, associée à un module de gestion électronique de documents, d'un logiciel spécifique SIG (Système d'Information Géographique), d'un outil de consultation dématérialisée des services lié à l'Application Droits des Sols (portail des services de CART@DS), d'une téléprocédure de dépôt pour les ADS via le guichet Toodego, d'une solution de parapheur électronique mise à disposition par la Métropole ou raccordement au parapheur électronique communal (sous réserve technique), d'une interface vers la solution de Système d'Archivage Electronique de la commune, d'une téléprocédure de dépôt pour les DIA (déclarations d'intention d'aliéner) via le guichet Toodego, d'un module de gestion des DIA et d'un module de gestion des ravalements de façades.

Le « Pack ADS Demat » inclut le raccordement à PLAT'AU, plateforme de l'Etat pour la transmission des ADS au format dématérialisé et le stockage sécurisé de tous les documents enregistrés dans la GED, pendant 5 ans.

La tarification pour chaque commune adhérente au « PackADS Demat » sera forfaitaire, que la Commune utilise tout ou partie des applications proposées.

Ce forfait annuel se calcule de la façon suivante :

coût unitaire/dossier x nb dossiers ADS facturables en 2020

- Le coût unitaire par dossier ADS est de 7.70 €. Il est calculé à partir du coût de fonctionnement annuel et des nouveaux investissements réalisés en vue de la dématérialisation des ADS et les charges RH supportées pour sa mise en œuvre, auxquels a été ajouté le reste à amortir par rapport aux investissements de 2015. Le coût unitaire correspond à la part restant à la charge des communes, 60 % des coûts étant supportés par la Métropole de Lyon.
- Les dossiers ADS facturables sont les dossiers soumis à la SVE (saisine par voie électronique) à l'exclusion des CUa : Cub, DP, PA, PC et PD, y compris Permis modificatifs et transferts
- Pour la commune le nombre de dossiers facturables est de xx dossiers.

La convention prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2022. La facturation sera effectuée annuellement à terme échu avant le 31 mars de l'année N+1. Une clause de rencontre permettra de réviser la tarification tous les 3 ans, afin de l'adapter aux évolutions logicielles.

La mise en œuvre du « Pack ADS Demat » se fait progressivement depuis mi-2021, au fil des évolutions de logiciels et des déploiements des nouvelles fonctionnalités.

Le coût pour Montanay passerait de 336 € par an à 877.80 €

Compte tenu de l'intérêt que constitue la mise en commun entre la Métropole de Lyon et la Commune du « Pack ADS Demat », il est proposé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer la nouvelle convention

Monsieur le Maire précise que la dématérialisation est obligatoire pour les communes de plus de 3 500 habitants. Montanay a fait le choix d'adhérer au dispositif car ce seuil sera franchi dans les prochaines années. De plus, il est plus cette adhésion permettra de bénéficier du concours des autres structures.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité

Article 1 : Approuve la convention de mise en commun du « Pack ADS Demat » et ses annexes

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire à signer la convention avec la Métropole de Lyon

Article 3 : Dit que la dépense afférente sera inscrite au budget de chaque exercice.

Délibération 2021/049 : Budget 2021 – Décision Modificative n° 1

Monsieur Patrice COEURJOLLY, adjoint délégué aux finances, expose à l'Assemblée le contenu de la décision modificative n° 1.

Elle permet d'opérer des ajustements intermédiaires de crédits comme suit :

	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
 FONCTIONNEMENT				
D-60636 : Vêtements de travail	0,00 €	500,00 €	0,00 €	0,00 €
D-6064 : Fournitures administratives	0,00 €	1 000,00 €	0,00 €	0,00 €
D-6068 : Autres matières et fournitures	0,00 €	9 000,00 €	0,00 €	0,00 €
D-611 : Contrats de prestations de services	50 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D-614 : Charges locatives et de copropriété	0,00 €	50,00 €	0,00 €	0,00 €
D-615221 : Entretien et réparations bâtiments publics	21 700,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D-615228 : Entretien et réparations autres bâtiments	0,00 €	5 000,00 €	0,00 €	0,00 €
D-61558 : Autres biens mobiliers	0,00 €	1 700,00 €	0,00 €	0,00 €
D-6188 : Autres frais divers	0,00 €	3 500,00 €	0,00 €	0,00 €
D-6226 : Honoraires	2 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D-6228 : Divers	0,00 €	41 400,00 €	0,00 €	0,00 €
D-6232 : Fêtes et cérémonies	5 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D-6237 : Publications	0,00 €	15 000,00 €	0,00 €	0,00 €
D-6238 : Divers	15 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D-627 : Services bancaires et assimilés	0,00 €	500,00 €	0,00 €	0,00 €
D-6283 : Frais de nettoyage des locaux	0,00 €	47 001,00 €	0,00 €	0,00 €
D-6288 : Autres services extérieurs	17 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D-63512 : Taxes foncières	0,00 €	1 500,00 €	0,00 €	0,00 €
D-63513 : Autres impôts locaux	300,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 011 : Charges à caractère général	111 000,00 €	126 151,00 €	0,00 €	0,00 €
D-6218 : Autre personnel extérieur	49 010,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D-6331 : Versement de transport	0,00 €	200,00 €	0,00 €	0,00 €
D-6332 : Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00 €	100,00 €	0,00 €	0,00 €
D-6336 : Cotisations CNFPT et Centres de gestion	200,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D-6411 : Personnel titulaire	0,00 €	7 500,00 €	0,00 €	0,00 €
D-6413 : Personnel non titulaire	0,00 €	6 000,00 €	0,00 €	0,00 €
D-6451 : Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	2 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €

D-6453 : Cotisations aux caisses de retraite	0,00 €	12 000,00 €	0,00 €	0,00 €
D-6454 : Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	500,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D-6458 : Cotisations aux autres organismes sociaux	0,00 €	250,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 012 : Charges de personnel et frais assimilés	51 710,00 €	26 050,00 €	0,00 €	0,00 €
D-022 : Dépenses imprévues (fonctionnement)	0,00 €	7 500,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 022 : Dépenses imprévues (fonctionnement)	0,00 €	7 500,00 €	0,00 €	0,00 €
D-023 : Virement à la section d'investissement	2 800,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 023 : Virement à la section d'investissement	2 800,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D-6811 : Dotations aux amort. des immos incorporelles et corporelles	0,00 €	2 800,00 €	0,00 €	0,00 €

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
TOTAL D 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	0,00 €	2 800,00 €	0,00 €	0,00 €
D-65548 : Autres contributions	0,00 €	12 000,00 €	0,00 €	0,00 €
D-6558 : Autres contributions obligatoires	0,00 €	2 600,00 €	0,00 €	0,00 €
D-657358 : Autres groupements	0,00 €	680,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 65 : Autres charges de gestion courante	0,00 €	15 280,00 €	0,00 €	0,00 €
R-70311 : Concession dans les cimetières (produit net)	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2 700,00 €
TOTAL R 70 : Produits des services, du domaine et ventes diverses	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2 700,00 €
R-7318 : Autres impôts locaux ou assimilés	0,00 €	0,00 €	0,00 €	15 400,00 €
TOTAL R 73 : Impôts et taxes	0,00 €	0,00 €	0,00 €	15 400,00 €
R-7411 : Dotation forfaitaire	0,00 €	0,00 €	0,00 €	306,00 €
R-74121 : Dotation de solidarité rurale	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 100,00 €
R-74718 : Autres	0,00 €	0,00 €	550,00 €	0,00 €
R-7478 : Autres organismes	0,00 €	0,00 €	0,00 €	23 500,00 €
R-74834 : Etat - Compensation au titre des exonérations des taxes foncières	0,00 €	0,00 €	0,00 €	52 551,00 €
R-74835 : Etat - Compensation au titre des exonérations de taxe d'habitat	0,00 €	0,00 €	30 000,00 €	0,00 €
R-748373 : Dotation de soutien à l'investissement local	0,00 €	0,00 €	27 776,00 €	0,00 €
R-7488 : Autres attributions et participations	0,00 €	0,00 €	23 500,00 €	0,00 €
TOTAL R 74 : Dotations, subventions et participations	0,00 €	0,00 €	81 826,00 €	77 457,00 €
R-752 : Revenus des immeubles	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 500,00 €
R-757 : Redevances versées par les fermiers et concessionnaires	0,00 €	0,00 €	1 500,00 €	0,00 €
R-7588 : Autres produits divers de gestion courante	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2 200,00 €
TOTAL R 75 : Autres produits de gestion courante	0,00 €	0,00 €	1 500,00 €	3 700,00 €
R-7788 : Produits exceptionnels divers	0,00 €	0,00 €	3 660,00 €	0,00 €
TOTAL R 77 : Produits exceptionnels	0,00 €	0,00 €	3 660,00 €	0,00 €
Total FONCTIONNEMENT	165 510,00 €	177 781,00 €	86 986,00 €	99 257,00 €

INVESTISSEMENT				
R-021 : Virement de la section de fonctionnement	0,00 €	0,00 €	2 800,00 €	0,00 €
TOTAL R 021 : Virement de la section de fonctionnement	0,00 €	0,00 €	2 800,00 €	0,00 €
R-28041511 : GFP de rattachement - Biens mobiliers, matériel et études	0,00 €	0,00 €	1 436,00 €	0,00 €
R-28041512 : GFP de rattachement - Bâtiments et installations	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 436,00 €
R-28128 : Autres agencements et aménagements de terrains	0,00 €	0,00 €	0,00 €	245,00 €
R-28184 : Mobilier	0,00 €	0,00 €	0,00 €	815,00 €
R-28188 : Autres immobilisations corporelles	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 740,00 €
TOTAL R 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	0,00 €	0,00 €	1 436,00 €	4 236,00 €

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
R-1311 : Etat et établissements nationaux	0,00 €	0,00 €	0,00 €	16 900,00 €
R-1312 : Régions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	272 000,00 €
R-1318 : Autres	0,00 €	0,00 €	0,00 €	8 800,00 €
R-1321 : Etat et établissements nationaux	0,00 €	0,00 €	164 200,00 €	0,00 €
R-1322 : Régions	0,00 €	0,00 €	3 280,00 €	0,00 €
R-1331 : Dotation d'équipement des territoires ruraux	0,00 €	0,00 €	0,00 €	166 250,00 €
R-1337 : Dotation de soutien à l'investissement local	0,00 €	0,00 €	0,00 €	27 775,00 €
R-1341 : Dotation d'équipement des territoires ruraux	0,00 €	0,00 €	166 250,00 €	0,00 €
TOTAL R 13 : Subventions d'investissement	0,00 €	0,00 €	333 730,00 €	491 725,00 €
R-165 : Dépôts et cautionnements reçus	0,00 €	0,00 €	0,00 €	300,00 €
TOTAL R 16 : Emprunts et dettes assimilées	0,00 €	0,00 €	0,00 €	300,00 €
D-2031 : Frais d'études	0,00 €	15 000,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2032 : Frais de recherche et de développement	11 800,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2051 : Concessions et droits similaires	0,00 €	11 800,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 20 : Immobilisations incorporelles	11 800,00 €	26 800,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2115 : Terrains bâtis	0,00 €	608 290,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2128 : Autres agencements et aménagements de terrains	0,00 €	27 000,00 €	0,00 €	0,00 €
D-21318 : Autres bâtiments publics	600 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2132 : Immeubles de rapport	0,00 €	25 000,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2135 : Installat° générales, agencements, aménagements des construct°	25 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2152 : Installations de voirie	0,00 €	4 900,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2184 : Mobilier	0,00 €	3 200,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2188 : Autres immobilisations corporelles	0,00 €	17 000,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles	625 000,00 €	685 390,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2312 : Agencements et aménagements de terrains	0,00 €	12 000,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2313 : Constructions	0,00 €	70 905,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 23 : Immobilisations en cours	0,00 €	82 905,00 €	0,00 €	0,00 €
Total INVESTISSEMENT	636 800,00 €	795 095,00 €	337 966,00 €	496 261,00 €
Total Général		170 566,00 €		170 566,00 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2021/015 en date du 18 mars 2021 portant adoption du budget primitif communal 2021,

Vu les écritures de dépenses et de recettes arrêtées à ce jour,

Article 1 : Approuve la Décision Modificative n° 1 du Budget communal de l'exercice 2021 tel que détaillé ci-avant

Délibération 2021/050: Cession d'une partie de la parcelle AD178 à la Métropole de Lyon

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée que la Commune est propriétaire de la parcelle AD 178 située à l'angle de la rue des Maures et de la rue de croix Blanche et d'une contenance cadastrale de 1 258 m².

La Métropole de Lyon, dans le cadre de son projet de déploiement d'infrastructures de recharges pour véhicules électriques et hybrides rechargeables, souhaite acquérir une partie de la parcelle AD178 (182 m²) afin d'y implanter des bornes de recharges.

Il est proposé de céder 182 m² sur la parcelle AD 178 pour un euro à la Métropole de Lyon. Il est précisé que cette somme ne sera pas recouvrée en raison de sa faible valeur.

Les frais d'établissement d'actes seront à la charge de la Métropole de Lyon.

Corinne CHARPENAY demande quelle est la structure qui aura en charge l'entretien. Monsieur le Maire répond qu'il relèvera de la Métropole de Lyon. La borne devrait être mise en œuvre prochainement.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité

Vu l'article L.2241-1 du code général des collectivités territoriales, en vertu duquel "toute cession d'immeubles ou de droits réels immobiliers par une commune de plus de 2000 habitants donne lieu à délibération motivée du conseil municipal portant sur les conditions de la vente et ses caractéristiques essentielles. Le conseil municipal délibère au vu de l'avis de l'autorité compétente de l'État",

Vu l'article L.3221-1 du code général de la propriété des personnes publiques,

Vu l'avis du service des domaines rendu le 7/10/2021,

Considérant que la demande porte sur un terrain non affecté à l'usage direct du public, ou à un service public,

Article 1 : Accepte la cession dans les conditions exposées

Article 2 : Autorise le Maire à signer tous les actes, administratifs ou notariés, à intervenir ainsi que tout document se rapportant à cette affaire

Délibération 2021/051 : Convention de partenariat avec Enedis pour la rénovation d'ouvrage de distribution publique - Autorisation de signature donnée au Maire de Montanay
--

Monsieur le Maire expose que, dans le cadre de l'amélioration du cadre de vie et de l'environnement, il est proposé de mener une action d'entretien sur l'aspect esthétique du poste de distribution publique d'énergie électrique situé face au 5 rue des Dîmes à Montanay.

Monsieur le Maire rappelle que le contrat de concession pour la distribution de l'énergie électrique en vigueur stipule qu'ENEDIS, en tant que concessionnaire, exploite les ouvrages de distribution publique. Cette exploitation comprend le renouvellement et l'entretien des ouvrages, étant entendu que l'entretien visé concerne les aspects techniques des ouvrages en vue du maintien en bon état de fonctionnement du réseau.

ENEDIS, sensible à l'intégration de ses ouvrages dans l'environnement, accompagne les collectivités dans leur projet de nettoyage des postes de distribution.

A ce titre, ENEDIS propose l'établissement d'une convention précisant les modalités de partenariat et les responsabilités entre ENEDIS et les collectivités. Cette convention prévoit notamment la participation à hauteur de 50 % d'ENEDIS, dans la limite de 500 €, aux frais engagés par la Commune (achat de fournitures, frais de mise en sécurité, prestation artistique).

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité

Article 1 : Approuve la convention de partenariat avec ENEDIS telle que présentée

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire à la signer.

Délibération 2021/052 : Octroi d'une gratification à un stagiaire accueilli dans les services de la commune de Montanay

Monsieur le Maire rappelle que des étudiants de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur peuvent être accueillis au sein de la collectivité pour effectuer un stage dans le cadre de leur cursus de formation.

Il précise que le versement d'une gratification minimale aux stagiaires est obligatoire si la durée du stage est supérieure à deux mois consécutifs ou si au cours d'une même année scolaire ou universitaire, le stage se déroule sur une période de deux mois, consécutifs ou non.

Lorsque le stage est inférieur à deux mois, la Collectivité peut décider de verser une gratification dont le montant et les conditions sont fixées par délibération.

La Collectivité accueille du 13 septembre 2021 au 17 décembre 2021 de manière discontinue et pour une durée inférieure à deux mois un étudiant de le MFR de Anse. Compte tenu de son engagement et du travail fourni, il est proposé d'allouer une gratification de 600 € pour la durée totale de son stage.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité

Vu le code de l'éducation,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 relative à la fonction publique territoriale,

Vu la circulaire du 23 juillet 2009 relative aux modalités d'accueil des étudiants de l'enseignement supérieur en stage dans les administrations et établissements publics de l'Etat ne présentant pas un caractère industriel et commercial

Vu la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche, articles 24 à 29,

Vu la loi n° 2014-788 du 10 juillet 2014 tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires,

Article 1 : Autorise le versement de la gratification dans les conditions proposées

Article 2 : Précise que le versement interviendra au plus tôt dans le courant de la dernière semaine de son stage.

Commission « enfance », Martine AZIZ GUILLEMOT

- A ce jour, aucune classe fermée à Montanay en raison du covid
- Elections 2021-2022 Conseil communal d'enfants
 - o Il y a eu beaucoup de candidats 30 pour 10 élus
 - o Première réunion le 19 octobre 2021
 - o Durant la campagne il y a eu beaucoup de thèmes autour de l'environnement et l'écologie

Normalement les manifestations devraient reprendre sur un rythme normal (Cérémonie du 11 novembre, Collecte banque alimentaire, Vœux de M le Maire)

- Le Cross de l'école a eu lieu la semaine du 18/10 avec participation des deux classes de grande section de maternelle
 - o 1^{er} : Classe CE1-CE2 de Madame DURAND SOUBEYRAND
 - o 2^{ème} : Classe CP Madame FAVARD
 - o 3^{ème} : Classe CE2-CM1 Madame MARGUIN
- Les Elus des CME :
 - o CE2 Alessio CAVAGNA, Gaspard JOCTEUR MONROZIER, Grégoire TRONQUET ;
 - o CM1 Nina LACOCER, Meven BENHAMOU, Valentin GUERY ;

- CM2 Thibaud FURRER, Tifenn LUNEL, Olivia RIFFEY, Mei-Line TE

Commission « communication », Corinne CHARPENAY

- Distribution de la lettre : semaine du 15 novembre
- -Réception en cours des articles pour le bulletin annuel

Commission « travaux », Gilbert SUCHET et Michel ESCOFFIER

- Extension du restaurant scolaire : plans validés, dépôt du permis de construire très prochainement. Consultation prévue en février/mars 2022
- Rue des frères Voisin une première partie a été réalisée. La construction du mur doit intervenir en 2022
- Nouvelle bibliothèque : Début du travail engagé avec un programmiste.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance levée à 21h32.

La prochaine séance devrait avoir lieu le 16 décembre 2021 à 20h30.